

# La CNOSC interpelle la Communauté Internationale

L'Express – 19/12/11

Officiellement le Groupe International de Contact (GIC) et la SADC sont les organes de médiation pour la recherche de sortie de crise malgache. Ceux-ci ont introduit avec les Nations Unies les principes de consensualité, d'inclusivité et de neutralité dans la gestion de la Transition. Cependant, force est de reconnaître que des pays et organismes étrangers sont en train de biaiser quant à l'application de ces principes qu'ils ont eux-mêmes établis.

Faute d'un cadre effectivement consensuel et inclusif issu d'une large consultation entre non seulement les principaux acteurs politiques mais aussi les acteurs de la Société Civile, pourquoi ces pays et organismes étrangers s'acharment-ils à construire l'avenir de Madagascar sur un terrain marécageux ? Il est difficile de répondre à cette question sans situer leurs initiatives dans un contexte global de géopolitique. Leur relation avec le régime de la Transition repose sur des rapports d'intérêt et non de droit.

Le dossier pétrolier, l'exploitation minière et le commerce du bois de rose en sont des exemples flagrants. La Banque Mondiale, dans son rapport N°54 277-MG de décembre 2010, a révélé que, rien qu'en 2009, Madagascar a exporté 1.211 conteneurs de bois de rose soit une valeur de 175,8 millions de \$. Des multinationales et des puissances étrangères ont trouvé une aubaine auprès du pouvoir de la Transition où le fonctionnement d'un État de droit est bloqué. Les chancelleries à Antananarivo en savent quelque chose. C'est dans cette logique que la loi du plus fort provoque à Madagascar l'insécurité à tous les niveaux. Récemment des agents de police, révoltés contre le jugement du tribunal au sujet de leur collègue, sont allés jusqu'à abattre le juge. Violation des droits humains jamais vue dans un État de droit. L'anarchie actuelle favorise, à l'échelle internationale, la corruption et le développement des affaires douteuses. On est d'autant plus inquiets quand on analyse l'action de certains Chefs d'État étrangers durant le printemps arabe et la crise ivoirienne. La politique intérieure et les intérêts économiques de leur pays ont dicté en priorité leurs actions. La CNOSC attire l'attention sur ces manœuvres occultes au profit des intérêts machiavéliques, au détriment de l'application intégrale, juste et équitable de la feuille de route. À la surprise générale, faut-il rappeler que la feuille de route rédigée par les experts de la SADC a évité de prendre en compte les décisions des Chefs d'État de la SADC lors de leur réunion au sommet à Sandton ? Pourquoi? Plus tard, la TROIKA de la SADC a essayé de la corriger à la va-vite sans pouvoir lever totalement tous les points en contradiction avec les décisions de Sandton. Dans son contenu, la feuille de route porte en elle-même le germe du conflit.

Tous les médiateurs internationaux successifs dont le Président Chissano, le Dr Salomao et le Dr Simao n'ont pas sérieusement cherché à s'appuyer sur la structure locale de médiation. Ils ont ainsi donné au peuple malgache l'impression que leur souveraineté leur échappe.

À présent, si le GIC et la SADC veulent sincèrement accompagner Madagascar pour trouver une solution durable de sortie de crise, il leur faut reconnaître et appuyer le dialogue malgacho-malgache, début du processus du grand pardon et de la réconciliation nationale. Laisser aux Malgaches la possibilité de s'approprier la solution de leur crise. Agissons ensemble sans chercher ni à exclure, ni à imposer. Telles sont les conditions nécessaires susceptibles de créer un environnement satisfaisant en vue d'organiser des élections justes et crédibles.

Source : <http://www.lexpressmada.com/opinions-madagascar/30178-la-cnosc-interpelle-la-communaute-internationale.html>